

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93ème régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 08 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SVPM

ZI de La Paix
CS 51011
85290 Saint-Laurent-sur-Sèvre

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement SVPM implanté ZI de La Paix CS 51011 85290 Saint-Laurent-sur-Sèvre. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SVPM
- ZI de La Paix CS 51011 85290 Saint-Laurent-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006301260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SVPM est spécialisée dans le traitement et la finition de surfaces métalliques. Elle exploite des installations de traitement de surfaces et de thermolaquage sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2015 modifié par arrêtés complémentaires du 15 octobre 2016 et 24 février 2021. Ce site relève la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles,

dite « IED » (Industrial Emissions Directive). La rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3260 "traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³ et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles définies par le BREF STM en cours de révision.

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 2025 de l'inspection des installations classées concernant la vérification des installations électriques par l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 1 – installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	AR1 – Vérification des installations électriques – Q18	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	AR1 – Vérification des installations électriques – Q19	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Cessation d'activité 2940-2	Code de l'environnement, article R.512-46-25	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Modification TTS 3260	Code de l'environnement, article R. 181-46	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rétentions associées à la ligne arc-en-ciel (anciennement , chaîne n°3)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Demande d'action corrective	15 jours et 2 mois
6	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 5.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré les non-conformités relevées suite aux contrôles de ses installations électriques, l'exploitant en a démontré un bon suivi. Concernant sa situation administrative, après avoir notifié la cessation de ses activités de peintures liquides, l'exploitant n'a pas poursuivi les démarches réglementaires en faisant attester de la mise en sécurité de ses installations. Par ailleurs, le stockage de ses déchets devra faire l'objet d'une mise en conformité, afin de supprimer le risque de pollution des eaux et des sols.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AR1 – Vérification des installations électriques – Q18

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : « III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. [...] « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en janvier 2024. La prochaine vérification est prévue pour avril 2025. La vérification des installations électriques réalisée en janvier 2024 a consisté en une vérification complète. Le certificat Q18 associé à cette vérification conclut à la présence d'un risque d'incendie ou d'explosion en raison de plusieurs non-conformités. Ces non-conformités ont été relevées pour la première fois. Un suivi des écarts (GMAO) a été présenté par l'exploitant. La levée effective de ces non-conformités devra être confirmée dans le certificat Q18 correspondant à la vérification prévue en avril 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le certificat Q18 correspondant à la vérification prévue en avril 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : AR1 – Vérification des installations électriques – Q19

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2019, article 5
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie
Prescription contrôlée : « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. » NB : cette disposition est applicable à l'exploitant depuis le 1 ^{er} juillet 2024
Constats : Le dernier contrôle thermographique a été réalisé en mars 2024. Néanmoins, au vu du compte-rendu Q19 associé, cette vérification n'était que partielle, ce qui constitue un écart. Le compte-rendu Q19 associé à ce contrôle conclut à la présence d'un risque d'incendie en raison de différentes non-conformités. Ces non-conformités ont été relevées pour la première fois. Au vu du dispositif de suivi des écarts, tenu par l'exploitant (GMAO), des travaux de mise en conformité ont été réalisés pour chacun des écarts relevés dans le certificat Q19.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le prochain certificat Q19 (pour l'année 2025), afin de justifier de la levée des non-conformités et d'un contrôle sur l'ensemble des installations électriques des installations de traitements de surfaces.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Cessation d'activité 2940-2

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier daté du 23 mars 2023 une notification de cessation d'activité partielle relative à la suppression de l'ensemble des installations d'application de peinture soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2940-2. Cette notification étant incomplète, il a été notamment demandé à l'exploitant, par courrier de la Préfecture de la Vendée du 5 mai 2023, de la compléter par les « mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité, en précisant le calendrier de mise en œuvre », en application du II de l'article R.512-46-25. L'exploitant n'a toujours pas complété cette notification ce qui constitue un écart. En outre, en application du III de l'article R.512-46-25, l'exploitant devait faire attester la mise en sécurité des terrains, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Même si le délai associé à la remise de cette attestation n'est pas explicitement fixé par cet article, l'article R.512-46-27, quant à lui, dispose que le mémoire de réhabilitation doit être remis dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la cessation d'activité. La mise en sécurité des installations devant être achevée et justifiée avant la remise du mémoire de réhabilitation, cela signifie que le délai de remise de l'attestation de mise en sécurité ne peut en aucun cas dépasser six mois à compter de la notification de la cessation d'activité. Or, deux ans après la notification de la cessation d'activité, l'exploitant n'a toujours pas transmis l'attestation de mise en sécurité de son site de Saint-Laurent-sur-Sèvre, ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Modification TTS 3260

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Porté à connaissance
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier daté du 23 mars 2023 l'information de la modification d'une ligne de traitement de surface avec l'ajout d'un bain de traitement supplémentaire, sans autre précision. Les éléments transmis dans ce courrier ne permettent pas de juger de la portée de la modification. Par courrier du 21 avril 2023, il a été demandé à l'exploitant de « compléter [son] dossier de modifications, par l'ensemble des éléments d'appréciation pertinents (description du projet, positionnement vis-à-vis des nomenclatures ICPE et évaluation environnementale, mise à jour proportionnée de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, etc.) » L'exploitant n'a toujours pas transmis les éléments complémentaires attendus, ce qui constitue un écart. L'exploitant a néanmoins indiqué qu'un dossier de porter à connaissance, portant notamment sur cette modification, est en phase finale d'élaboration et sera transmis très rapidement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rétentions associées à la ligne arc-en-ciel (anciennement, chaîne n°3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : « I. Dispositions générales : » [...] « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux .»
Constats : La rétention associée au bac de dégraissage de la ligne de traitement de surface « chaîne n°3 », également appelé « ARC EN CIEL », dont le volume est très supérieur à 1 000 l, ne présente pas d'alarme en point bas, et est munie d'un système automatique de relevage des eaux vers un bassin tampon puis vers la station de traitement interne, ce qui constitue un écart.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées d'une part, sous 15 jours, un état de conformité de l'ensemble de la ligne « arc en ciel » vis-à-vis de cette prescription et d'autre part, sous 2 mois, les justificatifs des travaux de mise en conformité de cette ligne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours et 2 mois

N° 6 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

« L'exploitant s'assure que les conditions d'entreposage des déchets et résidus dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, ne présentent pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisances pour les populations avoisinantes.

Au besoin, les aires de transit de déchets sont placées dans des rétentions adaptées »

Constats :

Les poussières de poudre de peinture sont stockées sur la zone de stockage des déchets à l'ouest du site, dans des GRVS, sans abri et sans capacité de rétention associée.

La présence de dépôts de poudre de peinture a été constatée en dehors des GRVS, au sol.



Les déchets de grenailage sont également stockés sur la zone de stockage des déchets à l'ouest du site, dans des fûts métalliques présentant une corrosion, sans abri et sans capacité de rétention associée.



Ces modalités de stockage présentent un risque de pollution des eaux et des sols, notamment par lessivage par les eaux météoriques, ce qui constitue un écart.

Cette zone de stockage contient également les déchets de boues d'hydroxydes qui avaient fait l'objet d'écart similaires constatés en 2015 et en 2018, et qui avait été levés en 2019 par la mise en place de bâches individuelles. Ces déchets sont désormais stockés dans des GRVS avec doublure étanche, et sont correctement fermés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois